

## JUSTICE K.S. PUTTASWAMY (RETD.) & ANR. v. UNION OF INDIA & ORS.

(2017) 10 SCC 1 — W.P. (Civ.) No. 494 de 2012 — Cour suprême, 24 août 2017

---

### MÉTADONNÉES

**Intitulé exact :** Justice K.S. Puttaswamy (Retd.) and Another v. Union of India and Others

**Alias :** Puttaswamy Case (I) ; Right to Privacy Case

**Thème :** Droit à la vie privée – droit fondamental – ère numérique – revirement sur ADM Jabalpur

**Mots-clés :** Art. 21 – droit à la vie privée comme droit fondamental ; renversement de *M.P. Sharma* (1954) et *Kharak Singh* (1964) ; renversement partiel ADM Jabalpur (1976) ; schéma Aadhaar ; surveillance numérique ; autonomie individuelle ; proportionnalité ; 547 pages – 6 opinions concordantes

---

### Résumé des faits :

Le juge K.S. Puttaswamy (retraité), ancien juge de la Haute Cour du Karnataka, conteste la constitutionnalité du schéma *Aadhaar* – système d'identité biométrique nationale mis en œuvre par l'Autorité d'identification unique de l'Inde (UIDAI) – en soutenant que la collecte de données biométriques et démographiques obligatoires porte atteinte au droit à la vie privée. Un banc de trois juges constate en 2015 l'existence d'une contradiction irrésolue dans la jurisprudence de la Cour sur le droit à la vie privée : les décisions *M.P. Sharma v. Satish Chandra* (1954, 8 juges) et *Kharak Singh v. State of Uttar Pradesh* (1964, 6 juges) avaient nié l'existence d'un droit fondamental à la vie privée, tandis que de nombreuses décisions ultérieures avaient reconnu ce droit de façon implicite. L'affaire est renvoyée à un banc de neuf juges pour résoudre cette contradiction. Le 24 août 2017, le banc rend un arrêt de 547 pages, comprenant six opinions concordantes.

### Question(s) de droit :

La Constitution indienne garantit-elle un droit fondamental à la vie privée ? Dans l'affirmative, ce droit est-il un droit indépendant ou dérivé d'autres droits fondamentaux ? Quels sont les fondements doctrinaux du droit à la vie privée en droit constitutionnel indien ? Les décisions *M.P. Sharma* et *Kharak Singh* sont-elles maintenues ?

### Solution(s) :

La Cour suprême, à l'unanimité des neuf juges, statue :

- **Le droit à la vie privée est un droit fondamental :** Le droit à la vie privée est protégé comme partie intégrante du droit à la vie et à la liberté personnelle garanti par l'article 21 de la Constitution, ainsi que des libertés protégées par la Partie III dans son ensemble. C'est un droit fondamental à part entière, non une simple extension d'autres droits.
- **Revirement sur *M.P. Sharma* et *Kharak Singh* :** Les décisions *M.P. Sharma v. Satish Chandra* (1954) et *Kharak Singh v. State of Uttar Pradesh* (1964) sont renversées dans la mesure où elles avaient nié l'existence d'un droit fondamental à la vie privée.
- **Revirement partiel sur ADM Jabalpur :** La Cour déclare que les quatre opinions de la majorité dans *ADM Jabalpur v. Shivakant Shukla* (1976) « sont gravement viciées » (« *seriously flawed* »). La vie et la liberté personnelle sont des droits inhérents à l'existence humaine, non des créations de la Constitution : ils ne peuvent être supprimés même en période d'urgence.
- **Composantes et limites du droit à la vie privée :** Le droit à la vie privée comprend l'autonomie dans la sphère personnelle et la vie familiale, la vie privée de l'esprit, la protection des informations personnelles et la liberté contre la surveillance. Il n'est pas absolu et peut faire l'objet de restrictions répondant aux critères de légalité, d'objectif légitime et de **proportionnalité**.

### Principe(s) dégagé(s) :

La décision établit la **vie privée comme valeur constitutionnelle fondamentale** en Inde, avec toutes les conséquences qui en découlent pour la réglementation des données personnelles, la surveillance de l'État et les droits LGBTQ+. Elle consacre le test de **proportionnalité** comme étalon de contrôle des atteintes aux droits fondamentaux : une restriction à la vie privée doit être (i) fondée sur une loi, (ii) poursuivre un objectif légitime, et (iii) être proportionnée à cet objectif. Ce test était absent du droit constitutionnel indien avant cette décision.

---

### Citation(s) importante(s) :

- **Chandrachud J. (opinion principale) :** « *The right to privacy is protected as an intrinsic part of the right to life and personal liberty under Article 21 and as a part of the freedoms guaranteed by Part III of the Constitution. Privacy is the ultimate expression of the sanctity of the individual* ».
- **Nariman J. (sur ADM Jabalpur) :** L'affaire *ADM Jabalpur* « *was an aberration in the constitutional jurisprudence of our country, and [the majority opinions are] seriously flawed. Life and personal liberty are inalienable to human existence. These rights are, as recognised in Kesavananda Bharati, primordial rights* ».
- **Chandrachud J. (sur le renversement de Koushal) :** L'opinion exprimée dans *Suresh Kumar Koushal v. Naz Foundation* (2013) « *that the rights of LGBT persons are unworthy of protection in constitutional adjudication because 'they form a miniscule fraction' is unsustainable. Majoritarian concept does not apply to constitutional rights. Courts protect the rights of all individuals* ».

---

\* \* \*

### Postérité :

- La décision a directement facilité *Navtej Singh Johar v. Union of India* (2018), où la Cour a invoqué le droit à la vie privée comme fondement de la dépénalisation de l'homosexualité, rejetant expressément *Koushal* dont elle avait préparé le terrain en « décortiquant » la logique dans *Puttaswamy*.
- La décision *Puttaswamy (II)* (2018) a examiné à son tour la constitutionnalité du schéma Aadhaar sur le fond, validant partiellement le système mais annulant son utilisation obligatoire par les entités privées.
- La consécration du test de proportionnalité posée dans *Puttaswamy* a été appliquée dans de nombreuses décisions ultérieures portant sur la surveillance (« *internet shutdowns* »), la protection des données personnelles et la liberté de la presse.
- La décision a été l'élément moteur de l'adoption du **Digital Personal Data Protection Act** (2023), première loi indienne de protection des données personnelles, qui tente de mettre en œuvre les obligations constitutionnelles posées par la Cour.

---

\* \* \*

### Références extérieures :

- BHATIA, Gautam, *The Transformative Constitution*, HarperCollins, New Delhi, 2019, pp. 491-530.
- CHANDRACHUD, D.Y., « Privacy and Technology », *NUJS Law Review*, vol. 11, n° 1, 2018, pp. 1-30.
- JAIN, M.P., *Indian Constitutional Law*, 8<sup>e</sup> éd., LexisNexis, Nagpur, 2018, pp. 1311-1360.
- RAMACHANDRAN, Sruthi & KHANNA, Arghya, *Privacy is the New Fundamental Right*, Westland Books, Mumbai, 2018.
- WESTIN, Alan F., *Privacy and Freedom*, Atheneum, New York, 1967 [rééd. Ig Publishing, 2015].